

tenue sous la présidence de Monsieur GRIMAUD, assisté(e)
de Madame BOUISSET et Madame MEREAU, Conseillères
En présence de Madame LUCAS, Rapporteuse publique
Madame LATIF, Greffière

11 heures 30

01)	DOSSIER N° 2201479	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 11 janvier 2022 par laquelle la présidente du SMECTOM DU PLANTAUREL a notifié à M. M une sanction disciplinaire du 1er groupe (avertissement).	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M	Maître GERAUD-LINFORT Sandrine (Cour)
Défendeur	SYNDICAT MIXTE D'ETUDES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES	
02)	DOSSIER N° 2302028	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite de rejet à la demande en date du 1er décembre 2022 concernant la régularisation de sa situation financière et administrative suite à la campagne de reclassement et d'avancement d'échelon pour les personnels SAENES.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M	Monsieur M
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE TOULOUSE	
03)	DOSSIER N° 2305054	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE : Demande la réparation des préjudices subis par M. M en raison du défaut d'exécution de la décision favorable de la commission de médiation de la Haute-Garonne, en date du 8 novembre 2022, qui avait demandé au préfet de lui proposer une offre d' hébergement. Réclamation préalable par mail datée du 17 mai 2023 - 5000 euros demandés.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M	Maître SELARL SYLVAIN LASPALLES Sylvain (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	

11 heures 30

04)	DOSSIER N° 2305055	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE : Demande la réparation des préjudices subis par Mme M en raison du défaut d'exécution de la décision favorable de la commission de médiation de la Haute-Garonne, en date du 7 juin 2022, qui avait demandé au préfet de lui proposer une offre d' hébergement.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame M	Maître SELARL SYLVAIN LASPALLES Sylvain (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
05)	DOSSIER N° 2305529	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE : Demande la condamnation de l'État à verser à M. M la somme de 8 000 euros sauf à parfaire, à titre de dommages et intérêts en réparation des préjudices subis.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur M	Maître SELARL SYLVAIN LASPALLES Sylvain (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
06)	DOSSIER N° 2306078	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE : Demande la réparation des préjudices subis par M. A en raison du défaut d'exécution de la décision favorable de la commission de médiation de la Haute-Garonne, en date du 14 décembre 2021, qui avait demandé au préfet de lui proposer une offre de logement.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur A	Maître CAZANAVE Julien (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	

11 heures 30

07)	DOSSIER N° 2404491	RAPPORTEUR: Monsieur Philippe GRIMAUD
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE : Demande la réparation des préjudices subis pour un montant de 10 000 euros à titre de dommages et intérêts.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame M	Maître DURAND Clémence (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
08)	DOSSIER N° 2406604	RAPPORTEURE: Madame Karline BOUISSET
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté préfectoral 2024-31-1630 du 12 septembre 2024 par lequel le préfet de la Haute-Garonne a refusé la délivrance d'un titre de séjour à M. M, l'obligeant à quitter le territoire français dans le délai de trente jours et fixant le pays de renvoi.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur M	Maître OUDDIZ-NAKACHE Katia (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
09)	DOSSIER N° 2407440	RAPPORTEURE: Madame Karline BOUISSET
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté préfectoral 2024-31-2101 du 15 novembre 2024 par lequel le préfet de la Haute-Garonne a refusé la délivrance d'un titre de séjour à Mme M, l'obligeant à quitter le territoire français dans le délai de trente jours et fixant le pays de renvoi.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame M	Maître MAZEAS Alexandre
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	

Arrêté le 04/12/2025